Jean-Luc Mélenchon, l'habit présidentiel, l'arme nucléaire et la gauche française

mercredi 9 mai 2012, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 9 mai 2012).

Le 27 janvier 2012, Jean-Luc Mélenchon a répondu à un questionnaire soumis par l'Action des citoyens pour le désarmement nucléaire. Il conclut sa lettre par cette affirmation saisissante, venant du candidat du Front de Gauche : « *je ne peux m'engager à ne jamais utiliser d'arme nucléaire contre quelque peuple que ce soit* » [1].

A-t-on jamais lu ou entendu un représentant de la « gauche de la gauche » parler ainsi ?

La réponse de Jean-Luc Mélenchon à ce questionnaire a été soigneusement pesée. Elle s'inscrit dans une orientation d'ensemble qui exalte « *l'amour de la France* » [2], qui valorise le rôle de l'Etat français sur le plan international et prône le renforcement de ses « *capacités militaires souveraines* » [3].

Cette orientation d'ensemble est totalement étrangère à tout l'éventail des traditions de la « gauche militante », de rupture avec l'ordre établi - qui va de l'antimilitarisme révolutionnaire au pacifisme. Elle est étrangère à toute la tradition anti-impérialiste et anticolonialiste qui s'est opposée (et s'oppose encore [4]) à notre propre impérialisme. Si Jean-Luc Mélenchon dénonce virulemment l'impérialisme étatsunien, il considère en revanche que l'Etat français n'est pas impérialiste et ne menace aucun peuple.

Voilà une question qui n'est pas anodine ! Elle porte sur la nature même de l'Etat et se trouve au cœur de tout projet de transformation sociale radicale, dans un pays comme la France. Pourtant, les déclarations de Jean-Luc Mélenchon en ce domaine n'ont suscité que bien peu de réactions. D'autres points de vue se sont certes manifestés, y compris au sein du Front de Gauche. Sur le site du FdG Finistère (7^e circonscription), Yves Jardin (Douanenez) martèle par exemple : « *le Front de Gauche doit s'exprimer haut et fort pour dénoncer l'“union sacrée“ mortifère de la course aux armements, de l'acceptation de l'arme nucléaire et des interventions néo-impérialistes.* » [5] - mais de telles positions ont été maintenues « à la marge » du débat politique à la gauche de la gauche.

L'habit présidentiel. Rien n'obligeait Jean-Luc Mélenchon à brandir, au nom de la politique de dissuasion, la menace d'utiliser l'arme nucléaire « *contre quelque peuple que ce soit* ». Rien, si ce n'est la volonté d'affirmer sa « responsabilité » de prétendant à la magistrature suprême ; car il a véritablement pour ambition d'être élu président et c'est une donnée politique très importante pour comprendre ses positionnements. Il mise sur un échec de la gouvernance socialiste sous François Hollande conduisant à une alternance qui profiterait, cette fois-ci, à la gauche de la gauche et non à la droite ou à la droite extrême.

Il est assez inquiétant de voir avec quelle facilité le chantre de la VI^e République endosse l'habit présidentiel de la V^e République. Cette posture a en effet bien des implications : se projeter en chef des armées et héraut de la nation, notamment.

Etat, nation, armée. Le discours de Jean-Luc Mélenchon sur l'Etat, la nation et l'armée ne semble pas cependant de pure opportunité (se placer dans la course à la présidence), mais semble répondre

aussi à une vision profonde. C'est la question que soulève François Sabado dans un article récent : « *Sur le plan politique et historique, l'orientation réformiste de la direction du Front de gauche s'accompagne des positions "républicaines" de Mélenchon. Non pas celle des communards, qui opposaient la république sociale aux classes bourgeoises, mais des républicains qui fusionnent dans leur défense de la république les mots "nation", "république" et "Etat". Cette conception subordonne la "révolution citoyenne" ou "la révolution par les urnes" au respect des institutions de l'Etat des classes dominantes.* » [6]

Ainsi, dans sa Lettre aux Français à l'étranger, Jean-Luc Mélenchon déplore que le « *réseau diplomatique* » de la France soit « *démantelé* ». Dans sa réponse à l'ACDN, il expose les fondements de sa démarche : « *Il s'agit de réaffirmer la seule légitimité des Etats souverains en matière de politique internationale. Cette conception des relations internationales fondée sur les États-nation impose de conforter la puissance de la France, c'est-à-dire sa capacité à infléchir la volonté d'autrui. C'est la résultante de sa capacité économique, son potentiel scientifique et technologique, mais aussi sa capacité militaire.* »

Renforcer la capacité militaire de la France est aussi l'un des fils conducteurs de la contribution qu'il a envoyée à la *Revue Défense nationale* : « *Une France mise au service de la paix ne peut être privée des moyens de se défendre. Mon propos n'est pas d'augmenter le budget militaire de la France. Mais je n'envisage pas sa réduction. Elle paralyserait nos capacités opérationnelles. Je déciderai un moratoire sur la diminution des effectifs.* »

Il faut en particulier renforcer les capacités opérationnelles des armées françaises : « *Les interventions en Afghanistan ou en Libye ont montré les limites de l'organisation et des moyens de nos armées. Il est inacceptable d'envoyer en opération des soldats sous-équipés, de dépendre d'autres puissances pour le transport des troupes, le ravitaillement en vol ou l'observation. Le format des armées et les programmes d'armement, à réexaminer au cas par cas, seront adaptés à la nouvelle réflexion stratégique. En tout état de cause, l'acquisition d'une capacité de projection autonome d'une brigade interarmes est un objectif raisonnable. Il suppose d'augmenter les capacités en termes de renseignement et de soutien. Mais aussi de décider des moyens nécessaires de la projection, tant aériens que maritimes.* »

Il faut encore rétablir le lien entre la « nation », la « Patrie républicaine » et « son » armée : « *Je rappelle que la conscription est seulement suspendue et non supprimée. Le lien entre la Patrie républicaine et son armée ne doit donc jamais être compromis ! J'engagerai donc aussi une réflexion sur la réserve, dans ses composantes citoyennes et opérationnelles. Elle est le trait d'union entre l'armée et la nation. C'est aussi un vivier de compétences. C'est pourquoi je m'engage à son développement.* »

La force de frappe. C'est pour assurer la puissance de la France que Jean-Luc Mélenchon s'oppose à toute politique de désarmement unilatérale, car « *en l'état actuel, la dissuasion nucléaire demeure l'élément essentiel de notre stratégie de protection.* ». S'il veut supprimer sa « *composante aérienne* », c'est uniquement par ce qu'il la juge « *aujourd'hui obsolète* ».

Mélenchon prône certes le désarmement multilatéral, mais il n'y a là rien d'original ni de radical. L'appel à un monde débarrassé de l'arme nucléaire a été l'un des thèmes centraux du profil affiché par Barak Obama après son investiture présidentielle. Tous les chefs d'Etat impérialistes affirment se préparer à la guerre pour mieux défendre la paix. Tous jurent que leur politique est « *strictement défensive* ».

La France est l'un des rares pays engagés dans la « *modernisation* » de l'arme nucléaire ; elle est activement partie prenante de la course aux armements. En popularisant l'idée d'une arme nucléaire

« tactique » ou « propre », les Puissances veulent rendre son utilisation politiquement acceptable. Elle a été effectivement utilisée en 1945, elle le sera à nouveau un jour ou l'autre si les mouvements populaires n'imposent pas son éradication.

La doctrine de la dissuasion nucléaire a toujours été le cache-sexe d'une politique de puissance. Elle donne une image trompeuse d'équilibre ou de gel, mais en justifiant la possession de l'arme atomique par certains, elle a justifié sa possession par d'autres. La « dissuasion » a conduit à la prolifération, comme elle nourrit une course sans fin aux armements. Ce n'est en rien une doctrine de gauche, progressiste...

La sortie de l'Otan. Il en est de même des raisons qui rendent, pour Jean-Luc Mélenchon, impératif de quitter le commandement militaire de l'Otan. *« L'acte fondateur de cette stratégie sera la sortie de l'Otan et le refus de toute politique européenne de défense en sous-traitance de celle des États-Unis ou de quoi que ce soit qui autoriserait un contrôle de nos décisions, de nos moyens d'action ou une limitation de leur usage souverain. »*

Si l'on excepte le rôle central qu'il accorde à l'Onu, son argumentaire est de facture très gaulliste : *« L'Otan n'est plus rien d'autre que le bras armé de l'intérêt des États-Unis. Sa mue en alliance globale doit être stoppée nette. » « Nous n'avons pas à cofinancer le redéploiement étasunien en Asie-Pacifique, face à la prétendue "menace chinoise". Aussi souhaitable soit-elle, la construction d'une force européenne indépendante de l'Otan est donc pour l'heure une chimère. Il serait irresponsable de lui sacrifier notre capacité de défense souveraine. »*

L'altermondialisme, cadre diplomatique ? *« La politique de défense que je propose »,* affirme Jean-Luc Mélenchon dans sa contribution à la *Revue Défense nationale*, *« est altermondialiste : elle encourage l'émergence d'un monde multipolaire, libéré de toute forme d'hégémonisme. La France doit se porter aux avant-postes d'une nouvelle alliance mondiale. J'affirmerai donc une option préférentielle pour l'action avec les pays émergents. La condition initiale de cette politique est la récupération de notre souveraineté militaire. »*

Rappelons à ce sujet un passage déjà cité de sa réponse à l'ACDN : il *« s'agit de réaffirmer la seule légitimité des Etats souverains en matière de politique internationale. Cette conception des relations internationales fondée sur les États-nation impose de conforter la puissance de la France... »*

L'altermondialisme a vu naître un espace mondial propre aux mouvements sociaux qui, précisément, refusaient de s'identifier à la logique de « leurs » Etats respectifs. Au contraire, Mélenchon présente - et il n'est pas le seul - l'altermondialisme comme un cadre de coopération diplomatique « multipolaire » entre Etats où la France occuperait toute « sa » place. Le grand perdant dans l'affaire est évidemment l'internationalisme. L'altermondialisme serait-il une somme de nationalismes et d'étatismes ?

La gauche française. Bien entendu, la dynamique suscitée par la campagne du Front de gauche est portée avant tout par les questions sociales. Je ne prétends en aucune manière présenter un jugement d'ensemble sur la portée politique du succès de la candidature Mélenchon.

Cependant, durant la campagne présidentielle, l'invocation de « la France », de « mon pays », de « ma nation », de sa « grandeur » supposée, de son « éminent rôle » dans le monde a été mille fois répétée, jusqu'à l'écoeurement. Or, Jean-Luc Mélenchon n'est pas le dernier à avoir entonné le chant national. On peut douter que ce soit la façon la plus efficace de lutter contre le FN, qui s'adresse aujourd'hui « à tous les patriotes de droite et de gauche ». Pire, cela banalise à gauche - y compris dans la gauche de gauche - l'usage d'un verbe nationaliste. Voilà qui très dangereux.

On ne peut s'en remettre à la seule « dynamique » de la « révolution par les urnes » ou des mobilisations sociales pour éradiquer ce nationalisme que l'exaltation de la nation nourrit. On ne saurait faire l'économie d'une bataille politique, en défense de l'internationalisme.

Pierre Rousset

Notes

[1] La lettre de Jean-Luc Mélenchon est disponible dans son intégralité sur le site d'ESSF (article 25011), [« je ne peux m'engager à ne jamais utiliser d'arme nucléaire contre quelque peuple que ce soit, cet engagement serait de mon point de vue contre-productif pour la cause de la paix que je défends »](#).

[2] Voir par exemple la lettre de Jean-Luc Mélenchon aux Français à l'étranger, disponible sur le site d'ESSF (article 24896), [« C'est à l'étranger que j'ai le mieux ressenti l'amour de la France »](#).

[3] Voir en particulier la réponse de Jean-Luc Mélenchon à la Revue Défense nationale, disponible sur le site d'ESSF (article 25071), [Une défense souveraine et altermondialiste - « La grandeur de la République est pour moi une idée claire. Quand d'autres veulent la diluer dans la soumission au marché et à l'atlantisme, je crois que son destin, depuis Valmy, est de résister, de vaincre et d'inspirer »](#).

[4] Voir notamment l'article de Philippe Pierre-Charles, ESSF (article 25065, [Mélenchon, le PCF et les colonies](#)).

[5] Article disponible sur ESSF (article 25137) [« Aujourd'hui le Front de Gauche doit s'exprimer haut et fort pour dénoncer l'« union sacrée » mortifère de la course aux armements, de l'acceptation de l'arme nucléaire et des interventions néo-impérialistes »](#).

[6] François Sabado, ESSF (article 25134) : [Front de gauche : et maintenant ?](#).